

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des PNMO selon la Convention de Stockholm dans la Méditerranée (hors Europe centrale et orientale) française et d'expression des régions africaines



**Barcelone, Espagne
2-4 décembre 2009**



Background

L'Article 7 de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POP), établit que les Parties doivent employer tous leurs efforts à développer un programme de mise en œuvre de leurs obligations en vertu de la Convention, et le soumettre à la Conférence des Parties dans les deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention. En outre, les Parties doivent aussi examiner et actualiser leurs programmes de mise en œuvre conformément aux directives adoptées lors de la première et la deuxième réunion de la Conférence des Parties¹.

Lesdites directives représentent un facteur externe de déclenchement du processus d'examen et d'actualisation de toute modification apportée aux obligations suite à un amendement à la Convention. Lors de la quatrième réunion de la Conférence des Parties (CdP) à la Convention de Stockholm, du 4 au 8 mai 2009, il a été décidé de modifier la Convention en y ajoutant neuf nouveaux produits chimiques aux Annexes A, B et C. Conformément à l'Article 22 de la Convention, les amendements aux articles A, B et C entreront en vigueur le 26 Août 2010, c'est à dire un an après que le depositaire ait communiqué l'adoption desdits amendements.

Le but de l'atelier est donc de sensibiliser sur les mesures à prendre pour examiner et actualiser les plans nationaux de mise en œuvre, afin que les Parties soient en mesure de se conformer à leurs nouvelles obligations. Pendant toute la durée de l'atelier, les participants prendront connaissance des documents d'orientation sur l'examen des plans nationaux de mise en œuvre et auront la possibilité de les appliquer à travers des exercices de groupe où les plans nationaux de mise en œuvre seront actualisés.

Introduction

Le Secrétariat de la convention de Stockholm et le Centre d'Activités Régionales pour une Production Propre, ont conjointement organisé "l'Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des PNMO de la Convention de Stockholm", qui s'est tenu les 2, 3 et 4 décembre 2009.

Plusieurs pays méditerranéens et africains francophones étaient représentés, tels que le Tchad, le Cameroun, le Djibouti, l'Espagne, la Grèce, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie et la Turquie. D'autres participants étaient également présents à la réunion, comme le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), la Banque Mondiale, le PNUE-DGEF, l'ONG IPEN et le Centre National des Technologies de Production plus Propre en Algérie (CNTPP).

Les langues de travail de l'atelier étaient l'anglais et le français.

L'atelier de formation était très interactif. Les participants ont pratiqué la manière d'aborder les différents aspects du processus d'examen et d'actualisation des plans nationaux de mise en œuvre, à travers différentes sessions de travail de groupe.

Les participants provenant des Parties, des ONG et de groupes du secteur privé, ont partagé leurs expériences en réalisant des études de cas nationaux.

¹ Voir annexe des décisions SC-1/12 et SC-2/7.



Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

Objectifs

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants:

1. Que les participants comprennent clairement l'importance de l'obligation d'actualiser et d'examiner les plans nationaux de mise en œuvre, conformément à l'Article 7 de la Convention et suite aux récents amendements des annexes A, B et C de cette même Convention;
2. Améliorer les connaissances des participants en ce qui concerne les outils d'orientation et de formation mis à leur disposition, afin de les aider à se conformer à leurs nouvelles obligations et à évaluer adéquatement leur besoin d'actualiser le plan national de mise en œuvre;
3. Que les participants partagent leurs expériences en utilisant les différents outils d'orientation et de formation pour développer leurs plans nationaux de mise en œuvre.

Développement de l'atelier

Session 1

L'atelier a été inauguré par le Dr. Virginia Alzina, Directrice du CAR-PP, suivie de l'intervention de Mme. Ana Garcia, du Ministère espagnol de l'Environnement et du Milieu Rural et Marin et de celle de Mme. Maria Cristina Cardenas, du Secrétariat de la Convention de Stockholm.

Mme. Maria Cristina Cardenas a réalisé une brève présentation des principaux objectifs et du programme de travail des trois journées de l'atelier.

Le CAR-PP a proposé à tous les participants de réaliser un exercice nommé "Tout Compte" ("Everything Accounts") dont voici une description:

Tous les participants sont debout dans une pièce divisée en deux secteurs (secteur OUI et secteur NON). Un projecteur leur montre, une par une, les questions auxquelles ils doivent répondre en se plaçant dans le secteur correspondant. On demandera ensuite à certains d'entre eux d'expliquer la raison de leur choix, avant de les prier de se mélanger de nouveau pour projeter la question suivante.

Les questions projetées durant l'exercice sont les suivantes:

1. Aviez-vous déjà visité Barcelone?
2. Est-ce la première fois que vous représentez votre pays en relation à la Convention de Stockholm?
3. Avez-vous pris part à la mise en oeuvre du PNMO dans votre pays?
4. Avez-vous connaissance d'un quelconque épisode lié à l'un des nouveaux POP?
5. Votre pays produit-il et/ou emploie-t-il l'un des nouveaux POP?
6. Votre pays a-t-il élaboré des inventaires de nouveaux POP?
7. Votre pays a-t-il commencé à s'organiser pour l'examen et l'actualisation du PNMO?
8. Est-ce que votre pays possède un mécanisme de coordination des questions concernant la Convention?
9. Connaissez-vous le travail mené par le POP-ROC?
10. Connaissez-vous les directives publiées par le Secrétariat de la Convention?



Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

Voici quelques unes des réponses données par les participants:

- M. Menekse Keski Domnez a affirmé que la Turquie venait juste de ratifier la Convention et a manifesté le souhait de participer à l'atelier afin de trouver des réponses à certaines questions.
- Le représentant du Secrétariat a mentionné le cas particulier d'une irritation cutanée due aux POP.
- Selon M. Hamani Anatole du Cameroun, il existe dans son pays deux produits interdits qui continuent d'être commercialisés sous un faux nom.
- M. Balla Sissoko du Mali a cité un cas semblable à celui du Cameroun, sur des produits interdits commercialisés sous de faux noms.
- Le représentant du Secrétariat a informé les participants qu'il était en train de rassembler des informations pour établir un inventaire des nouveaux POP.
- En général, les participants ont reconnu ne pas avoir encore initié le processus d'examen de leurs PNMO, bien qu'ils possèdent un mécanisme de coordination. Les participants sont généralement au courant des travaux menés par le POP-ROC. Ils connaissent également les lignes directrices publiées par le Secrétariat, même s'ils souhaiteraient avoir plus de détails à ce sujet.
- D'après Mme. Fazia Dahlab du Centre National des Technologies de Production plus Propre en Algérie, c'est une bonne chose que le Secrétariat organise des ateliers. Elle croit par ailleurs qu'il est difficile d'établir des inventaires et affirme que l'Algérie s'efforce pour faire de son mieux.
- Mme. Ana Garcia d'Espagne croit que recevoir une orientation est une bonne chose et qu'il faut juste l'adapter selon les besoins.

Avant de commencer l'exercice pratique, Mme. Virginia Vidal du CAR-PP a présenté une Vue d'ensemble de la Convention de Stockholm, en centrant son exposé sur l'objectif, le statut et les principales obligations de la Convention.

Mme. Maria Cristina Cardenas a, quant à elle, abordé la question du Processus d'Examen et d'Actualisation des Plans Nationaux de Mise en Œuvre selon la Convention de Stockholm. Elle a notamment souligné l'importance pour chaque Partie de désigner un Point de Contact Officiel, en expliquant chaque étape du processus. Le document d'orientation élaboré par le Secrétariat a été brièvement commenté. Après cette présentation, il y a eu un bref débat sur les besoins des pays concernant l'élaboration d'inventaires de nouveaux POP. Le représentant du Secrétariat a insisté sur la nécessité d'être réalistes vis-à-vis des actions à mener et des délais concernant l'actualisation des PNMO. Les Parties ne doivent pas établir des inventaires exhaustifs mais seulement évaluer leur situation réelle. Le représentant du Secrétariat a également communiqué aux participants que les brochures mises à jour seront disponibles dans quelques mois.

Mme. Kei Ohno du Secrétariat de la Convention de Stockholm a réalisé une présentation approfondie de la première étape du processus: la Détermination de la nécessité d'examiner et d'actualiser les PNMO. Elle a fait la différence entre les facteurs internes et externes menant à l'actualisation des PNMO et a souligné qu'il était important que chaque Partie examine sa législation nationale afin d'évaluer si elle est conforme à



Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

l'amendement de la Convention. Mme Ohno a par ailleurs fait une introduction sur les neuf nouveaux produits chimiques et sur les amendements des annexes A, B et C et les exemptions spécifiques. Certains participants se sont demandés où trouver les nouveaux POP dans leur pays et ont manifesté leur préoccupation au sujet du commerce illégal.

Mme. Cardenas a présenté le matériel d'orientation existant destiné à aider les pays à remplir leurs obligations vis-à-vis de la Convention. Le matériel présenté a aussi été distribué à tous les participants.

- Directives sur l'Évaluation Socio-Économique pour l'Élaboration et la Mise en Œuvre de Plans Nationaux de Mise en Œuvre selon la Convention de Stockholm.
- Directives provisoires sur le calcul des coûts des plans d'action, y compris les surcoûts et coûts totaux, ainsi que des plans d'action concernant certains polluants organiques persistants. (CD)
- Directive sur l'Élaboration d'un Plan National de Mise en Œuvre de la Convention de Stockholm.

Mme. Belén Gallego a réalisé une présentation sur l'Assistance technique et les Ressources Financières selon la Convention, et a cité le rôle des Centres Régionaux désignés lors de la dernière Conférence des Parties. Elle a également mentionné le FEM comme étant le mécanisme financier de la Convention, entre autres.

Mme. Ibrahima Show, représentante du Fonds pour l'Environnement Mondial, a présenté le mécanisme de financement des activités liées à la Convention de Stockholm. Elle a cité la 5^{ème} Reconstitution du FEM qui regroupe les POP, les ODS et la gestion rationnelle des produits chimiques, et a donné un aperçu du processus d'approbation des projets. Mme. Show a également cité quelques exemples de projets financés par le FEM dans la région Méditerranéenne et en Afrique francophone.

Certains pays ont fait part de leurs propres expériences dans la préparation du Plan National de Mise en Œuvre selon la Convention de Stockholm. Le premier pays était l'Espagne, suivi du Cameroun.

Mme. Ana Garcia, du Ministère de l'Environnement et du Milieu Rural et Marin, a expliqué que l'Espagne a suivi la recommandation pour l'élaboration du PNMO Elle a aussi mentionné la création du Centre National de Référence sur les Polluants Organiques Persistants (en espagnol CNRCOP) et les programmes de suivi qui y sont menés.

M. Anatole Hamani, Chef de Brigade des Inspections Environnementales du Cameroun, a prononcé un discours sur la situation dans son pays. Il a expliqué que le Cameroun a longtemps travaillé avec les pesticides et que son pays a demandé au FEM de l'aider à développer son PNMO. Il a aussi informé que le Cameroun a restreint de manière stricte l'utilisation du DDT et que l'utilisation du lindane dans l'agriculture est interdite. M. Hamani a également affirmé que le Cameroun souhaite identifier les nouveaux POP et détruire les PCB déjà identifiés.

Suite aux présentations des différents pays, le Secrétariat a comencé la dernière session de la journée.

Mme. Kei Ohno a expliqué en détail ce que sont les nouveaux produits chimiques, leurs caractéristiques et leurs usages.



Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

M. Mario Yarto, consultant externe qui travaille avec le Secrétariat, a fait une présentation sur les étapes à suivre pour traiter les nouveaux POP. Il a également cité ses sources d'information et a recommandé de collaborer étroitement avec les producteurs de POP pour développer les PNMO.

Mme. Ohno a fait le dernier exposé de la journée en présentant les alternatives aux nouveaux POP et en expliquant les buts acceptables et les exemptions de certains nouveaux POP.

Une fois terminées les présentations, le CAR-PP a proposé un exercice pour permettre aux participants d'évaluer la journée qui venait de passer. Il a donc été demandé aux participants de décrire le meilleur et le pire de la journée. En général, les participants ont qualifié, en tant que meilleurs aspects de la journée, les présentations et les questions relatives aux nouveaux POP, et comme les pires aspects, la longue durée de la journée, le petit nombre d'exercices participatifs durant les sessions et la grande quantité d'informations fournies en si peu de temps.

C'est également au cours de cette première journée qu'ont été distribués les photocopies des exercices à réaliser pendant les journées suivantes, en même temps que le simulacre de PNMO.

Session 2

La deuxième session de l'atelier a commencé par un bref résumé des faits saillants de la journée précédente, présenté par Núria Canamasas du CAR-PP.

Ensuite, les représentants de quelques pays ont raconté leurs expériences en matière de mise en œuvre de la Convention de Stockholm.

La Dr. Diallo Halimatou Tandéta, du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Guinée, a décrit certains faits concernant la situation dans son pays. La Guinée a en effet été identifiée comme source de dioxines et de furannes grâce à l'élaboration d'inventaires. Il a aussi fait état de sols contaminés par une quantité considérable de déchets contenant des BPC, en plus d'un manque d'informations concernant les pesticides et quelques lacunes dans les inventaires. La Dr. Diallo a également parlé du travail de sensibilisation mené conjointement avec des ONG et de la nécessité d'encourager les échanges d'informations.

M. Balla Sissoko, du Point Focal National du Mali, a lui aussi fait le point sur la situation dans son pays. Les inventaires réalisés au Mali ont révélé la présence de pesticides obsolètes, de matériaux pollués et de sites et de bâtiments contaminés. Selon M. Sissoko, le Mali possède une réglementation pour la gestion des produits chimiques et le DDT y est officiellement interdit pour tout usage, cependant le DDT est toujours en circulation.

M. Jorge Ocaña, du PNUE-FEM, a réalisé une présentation sur les Leçons apprises et les bonnes pratiques en matière de développement des PNME concernant les POP. Il a expliqué le projet en détail et a recommandé de concrétiser un engagement dès le début du projet, tout comme d'élever le niveau de sensibilisation afin d'éviter la rétention d'information lors de l'élaboration des inventaires. Toujours selon M. Ocaña, il aura fallu beaucoup de temps pour terminer le projet, mais dans certains cas, le processus pour parvenir à un accord avec les pays a été très long.

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

Après ces présentations, les participants ont été séparés en deux groupes pour l'exercice de simulation. Les groupes ont été divisés comme suit:

Groupe de travail n°1: Algérie, Cameroun, Djibouti, Grèce, Mauritanie, Tunisie et Turquie

Groupe de travail n° 2: Tchad, Guinée, Mali, Maroc, Sénégal, IPEN, FEM

Il a été demandé aux groupes de travail d'établir différents rôles au sein du groupe pour représenter différents secteurs: agriculture, industrie, santé, etc. Ensuite, ils devaient suivre les instructions du polycopié et du matériel d'orientation disponible. Lors de cet exercice, les participants ont suivi les étapes un, deux et trois du processus d'examen et d'actualisation des PNMO.

Une fois l'exercice terminé, les résultats ont été présentés par le rapporteur de chaque groupe: Mme. Fazia Dahlab a rapporté les résultats du groupe n°1 et M. Abderaman Mahamat Abderaman a rapporté les résultats du groupe n° 2.

Les deux groupes ont identifié la nécessité d'actualiser et d'examiner les PNMO et ont ensuite discuté sur les mécanismes de coordination. Le mécanisme de coordination, déjà en place au cours du développement du PNMO, doit être adapté à une nouvelle structure et impliquer tous les intervenants. La législation doit aussi être renforcée.

À la suite de cet exercice, l'atelier a continué avec d'autres présentations.

Mme. Maria Cristina Cardenas a présenté une Vue d'ensemble du Plan d'Action de Développement, en décrivant le processus d'élaboration du plan d'action, les éléments qu'il devrait contenir et les participants devant être impliqués. Elle a ensuite expliqué de manière détaillée les différents éléments du plan de travail.

Mme. Kei Ohno a fait une présentation de la "Directive sur l'évaluation socio-économique pour l'élaboration et la mise en œuvre de Plans Nationaux de Mise en Œuvre selon la Convention de Stockholm". Elle a décrit en détail le contenu du guide et a expliqué aux participants comment utiliser ce matériel.

M. Abderaman Mahamat Abderaman, du Point Focal de la Convention de Stockholm au Tchad, a présenté la situation de son pays. Il a expliqué qu'il est très difficile de déterminer si une substance est un POP ou pas, et que même si les douanes effectuent des fouilles minutieuses, les type de produits ne sont pas clairement identifiés. Le Tchad a déjà établi un comité technique de coordination et a fait énormément d'efforts pour l'échange d'informations.

M. Ablaye Diao, de la Direction de l'Environnement du Sénégal, a fait une présentation et a expliqué que l'une de ses priorités est de combler les lacunes relatives à l'information sur les produits chimiques, tout comme d'impliquer tous les participants dans les différentes étapes de développement des PNMO: évaluation de la capacité des infrastructures, réalisation des inventaires et plan d'action. Il a également cité certaines contraintes telles que le manque de ressources financières pour gérer les stocks de POP et la nécessité de faire des inventaires spécifiques pour les nouveaux POP.

Les groupes de travail ont continué ensemble les exercices précédents (step 4?)

Session 3

Le troisième jour de l'atelier a commencé par la présentation des résultats de l'exercice réalisé par les groupes de travail le jour précédent:

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

Les deux groupes ont évalué les facteurs incitant un pays à examiner et actualiser son PNMO.

Ces présentations ont été suivies d'un court débat.

Mme. Amal Lemsioui du Ministère de l'Environnement du Maroc, a parlé de l'expérience de son pays dans la mise en œuvre de la Convention de Stockholm. Elle a expliqué que les HCH alpha et bêta, le chlordane et le lindane, ont été interdits et qu'on n'a trouvé aucune donnée sur les autres nouveaux POP. Elle a parlé d'un projet sur la bonne gestion des BPC, réalisé au Maroc et financé par le FEM, par le gouvernement marocain et par le secteur privé.

M. Youssef Zidi, du Ministère de l'Environnement et du Développement durable de Tunisie, a également présenté la situation de son pays. On a trouvé en Tunisie de la contamination par pesticides, et il existe un projet sur la promotion des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) et des Meilleures Pratiques Environnementales (MPE) concernant les BPC, mais leurs connaissances concernant les autres POP son insuffisantes.

Mme Semia Gharbi, de l'ONG ADPE, a présenté quelques projets relatifs aux POP en Tunisie. Il existe en effet un programme tunisien pour l'élimination des pesticides POP grâce auquel la population est aujourd'hui plus consciente.

Les groupes de travail ont de nouveau été formés pour débattre sur la dernière partie de l'exercice. Les résultats ont été présentés à tous les participants:

Les groupes ont évalué la situation actuelle, le profil de chaque pays, les nécessités et les coûts. Les deux groupes ont ensuite structuré le plan d'action et, finalement, se sont mis d'accord sur la procédure à adopter pour son approbation et sa transmission.

Mme. Catalina Marulanda de la Banque Mondiale, a parlé des principales questions concernant les aides financières de la Banque Mondiale pour la gestion des produits chimiques.

Mme. Virginia Alzina a présenté le plan de travail du CAR-PP pour 2010/2011 et a abordé tous les domaines et les activités dans lesquels le Centre travaille actuellement.

Les participants ont ensuite cité certaines contraintes, dont les difficultés rencontrées pour identifier les nouveaux POP, la collaboration entre le CAR-PP et d'autres centres, ainsi que des questions relatives à la capacité du Centre. Mme. Alzina a expliqué que le CAR-PP peut collaborer avec le Centre à Dakar et que les pays peuvent demander assistance au CAR-PP. Aussi, le représentant de la Tunisie a-t-il manifesté son intérêt de participer à l'un des projets décrits dans le programme de travail du Centre, relatif aux déchets de phosphogypse.

La Tunisie a fait une demande de coopération dans un projet pour la production de phosphate.

Une fois les présentations et les questions des participants posées, le débat a été ouvert.

En général, les participants étaient d'accord pour mettre en relief les questions suivantes:

- Il faudrait davantage d'exemples pratiques et d'ateliers. Il devrait aussi y avoir des entraînements pour apprendre à identifier les nouveaux POP et à réaliser les inventaires.

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

- Certains participants ont également fait des commentaires positifs sur l'utilité de l'atelier et sur le fait que les expériences des autres pays leur ont permis d'apprendre beaucoup de choses.
- L'idée d'organiser le même atelier mais au niveau national et avec l'assistance de consultants internationaux, a semblé bonne.
- La plupart des participants ont demandé la création d'un atelier plus long, d'une durée de cinq jours, car ils ont considéré que le programme était très chargé pour une durée aussi limitée. La qualité de l'atelier a, quant à elle, été évaluée positivement.
- Les participants étaient très contents à l'idée de pouvoir participer à d'autres ateliers.
- Il y a eu plusieurs commentaires sur les difficultés rencontrées par les pays pour identifier les nouveaux POP, ainsi que sur l'utilité d'une étude menée localement sur la manière d'identifier les POP et d'actualiser les PNMO.
- Le représentant du Secrétariat a commenté qu'on était justement en train d'élaborer un guide concernant les nouveaux POP et a demandé aux représentants des pays d'apporter leurs contributions.

L'atelier a été clôturé par un dernier exercice d'évaluation de l'ensemble de la session d'entraînement. Le CAR-PP a exposé quatre cibles avec les inscriptions suivantes:

Contenu Durée Type d'atelier Objectifs accomplis

Il a été demandé aux participants d'évaluer chacun de ces points en marquant chaque cible d'un X, sachant que plus ils se rapprochaient du centre de la cible, meilleure serait leur évaluation.

En général, les participants ont été très satisfaits du contenu et leurs objectifs ont été atteints globalement, mais leur évaluation de la durée a été négative. Le type d'atelier a été évalué positivement par certains participants, tandis que d'autres lui ont donné une évaluation plus basse.

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

Agenda

Mercredi 2 Décembre:		
Introduction aux nouveaux POP et au processus d'examen et d'actualisation des PNMO		
08:30 - 09:00	Inscription des participants	
09:00 - 09:35	Cérémonie d'ouverture: a. Bienvenue et présentation des participants b. Objectifs de l'atelier	Un représentant du Secrétariat en tant qu'hôte
09:35 - 10:05	Bref exposé sur le statut de la Convention de Stockholm Convention, nouveaux amendements inclus	Secrétariat
10:05 - 10:25	PAUSE CAFÉ	
10:25 - 10:55	Introduction au processus d'examen et d'actualisation des PNMO selon la Convention de Stockholm	Secrétariat
	<u>1^{ère} point: Identification pour un examen et une actualisation des PNMO</u>	
10:55 - 11:35	<ul style="list-style-type: none"> Les neuf nouveaux POP en tant que facteurs externes agissant comme déclencheurs du processus d'examen et d'actualisation d'un PNMO Évaluation des effets d'autres facteurs internes ou externes 	Secrétariat
	<u>2^{ème} et 3^{ème} points: Initiation du processus d'examen et d'actualisation des PNMO et organisation du processus par le biais de mécanismes coordonnés</u>	
11:35 - 12:05	Introduction sur l'usage des directives existantes relatives au développement et à la mise en application des PNMO	Secrétariat
12: 05- 12:25	Assistance technique et ressources financières selon la Convention	Secrétariat
12:25 12:35	Questions / Débat	Séance plénière
12:35- 14:00	PAUSE DÉJEUNER	
14:00- 14:15	Leçons apprises sur les mécanismes de coordination et	Le représentant d'un pays sera invité à faire une présentation de 10

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

	d'organisation du processus de développement du PNMO	minutes
	4^{ème} point: Évaluation des effets des facteurs internes et externes	
14:15 - 15:15	Que sont les nouveaux POP? Identité, Connaissances générales et Statut dans les secteurs économiques	Secrétariat
15:15 - 15:35	PAUSE CAFÉ	
15:35 – 16:00	- Élaboration d'un inventaire des POP; (introduction aux directives existantes et à la <u>directive PNMO phase II</u>)	Secrétariat
16:00- 16:30	Évaluation des infrastructures et des capacités nationales;	Secrétariat
16:30-17:00	<u>Débat sur le point 4: Questions et réponses</u>	Séance plénière

Jeudi 3 Décembre: Processus d'examen et d'actualisation des PNMO

09:00 - 09:15	Résumé des débats du premier jour	Un représentant du Centre.
09:15 - 09:55	Leçons apprises lors du processus de développement du PNMO au sujet des inventaires des POP et de l'évaluation des infrastructures et des capacités nationales	Présentation de 10 minutes de 2 ou 3 pays Les représentants des pays seront invités à faire une présentation de 10 minutes pour illustrer les leçons apprises du premier PNMO au sujet des: <ul style="list-style-type: none">- Inventaires des POP, de l'évaluation/développement des infrastructures, législation incluse
09:55-10:30	Débat sur les actions requises pour entreprendre le point 4 et introduction à l'exercice de simulation	Séance plénière
10:30 - 10:50	PAUSE CAFÉ	
10:50 - 12:30	Exercice de simulation: Points 1, 2, 3 et 4: Identification de la nécessité de réviser, initier et organiser des processus. Évaluation des effets des facteurs	Groupes de travail: Un faux PNMO sera fourni aux participants qui devront employer

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

	internes et externes: Élaboration d'inventaires de POP et Examen et actualisation des inventaires POP et des infrastructures et des capacités nationales	les directives existantes pour appliquer les points 1 à 4
12:30 - 14:00	PAUSE DÉJEUNER	
14:00- 14:30	Poursuite de l'exercice de simulation	
14:30 - 15:00	Présentation des résultats des groupes de travail et débat	Séance plénière
15:00 - 15:20	PAUSE CAFÉ	
15:20 - 16:10	Évaluation des priorités et définition des objectifs - directives relatives au plan d'action - directives relatives à l'évaluation socio-économique	Secrétariat
16:10-16:35	Identification de possibles activités pour l'élimination de nouveaux POP et présentation d'alternatives aux nouveaux POP	Secrétariat
16:35- 16:55	Leçons apprises lors du développement du PNMO au sujet de la définition des priorités	Un groupe de représentants sera invité à faire une présentation de 10 minutes pour illustrer les leçons apprises lors du développement du premier PNMO au sujet de: leurs plans d'action et de la définition des priorités
16:55- 18:00	Poursuite de l'exercice de simulation : au vu des informations fournies dan l'après-midi, les participants seront invités à revoir leurs travaux précédents et à les modifier si nécessaire	Travail à poursuivre au sein des mêmes groupes

Vendredi 4 Décembre: Formulation et transmission d'un PNMO révisé

09:00-9:45	Présentation des résultats des groupes de travail et débat	Séance plénière
	5^{ème} point: Formulation des PNMO révisés et actualisés	
09:45 - 10:15	Introduction à la directive relative au calcul des coûts	Secrétariat
10:15 - 10:35	PAUSE CAFÉ	

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

10:35 - 11:00	Leçons apprises lors du processus de développement du PNMO au sujet du coût des activités pour sa mise en oeuvre	Un pays sera invité à faire une présentation sur les leçons apprises au sujet du coût des activités de leur PNMO.
11:00 12:30	Exercice de simulation: Formulation des PNMO révisés et actualisés (l'examen des plans d'action devra être inclus)	Groupes de travail
12:30 - 14:00	PAUSE DÉJEUNER	
14:00- 14: 45	Présentation des résultats des groupes de travail	Séance plénière
	6^{ème} point: Approbation et transmission des PNMO révisés	
14:45 -15: 00	Exposé sur le processus d'approbation et de communication	Secrétariat
15:00 - 15:20	PAUSE CAFÉ	
15:20- 16:00	Exercice de simulation sur la finalisation du PNMO et préparation à sa transmission	Groupes de travail
16:00- 16: 45	Les groupes de travail présenteront leur PNMO final en le transmettant à une commission	Séance plénière
16:45-17:15	Résumé de tous les points étudiés dans cet atelier, y compris les leçons apprises à travers les exercices de groupe	Tous les participants
17:15- 18:00	Recommandations à suivre et évaluation de l'atelier. Conclusions.	Ce point sera organisé par le Secrétariat avec l'assistance du Centre régional
18:00	Cérémonie de clôture	

Liste des participants

GOUVERNEMENT

CAMEROUN

Mr. Anatole Hamani
Chief of Brigade for Environmental Inspections
Direction des Normes et du Contrôle
Ministry of Environment and Protection of Nature
P.O. Box 12356
237 Yaoundé
Cameroon

TCHAD

Mr. Abderaman Mahamat Abderaman
Point Focal Substances Chimiques
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et des
Ressources Halieutiques
B.P. 447
N'Djamena
Chad

DJIBOUTI

Mr. Ahmed Houssein Bouh
Chimiste et Coordinateur national du programme
intégré de gestion des produits chimiques et des
déchets dangereux
Ministère de l'Environnement

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de
l'Environnement et de l'Aménagement du
Territoire
B.P. 11
Djibouti

GRÈCE

Mrs. Spyridoula Maltezou
Doctor / Environmental Engineer
General Directorate of Environment
Ministry of Environment, Physical Planning and
Public Works
Patision 147
11251 Athens
Greece

GUINÉE

Mme. Halimatou Tandéta Diallo
Directrice Nationale/Point Focal Convention
Stockholm
Direction Nationale de l'Environnement
Ministère de l'Environnement et du Développement
Durable
B.P. 761
Coleyah Lansebounyi
Conakry
Guinea

MALI

Mr. Balla Sissoko
Point Focal et Point de Contact Officiel de la
Convention de Stockholm
Direction Nationale de l'Assainissement et du
Contrôle des Pollutions et des Nuisances
(DNACPN)
Ministère de l'Environnement et de
l'Assainissement
Dravéla Bolobana
Porte 191, Rue 415
BPE 3114
Bamako
Mali

MAURITANIE

Mr. Mohamed Lemine Vally Abdel Kader
Directeur Adjoint
Direction Pollution
Ministère de l'Environnement et du Développement
Durable,
Nouakchott
Mauritania

MAROC

Ms. Amal Lemsioui
Administrator
Department of Environment
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie,
des Mines, de l'Eau et de l'Environnement chargé
de l'Eau et de l'Environnement
Rabat,
Morocco

Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

SÉNÉGAL

Mr. Ablaye Diao
Chef de Bureau Application des Normes
Division de la Prévention et du Contrôle des
Pollutions et Nuisances
Direction de l'Environnement et des Etablissements
Classés
106 Rue Carnot Dakar,
Bp 6557
Dakar
Senegal

ESPAGNE

Ms. Josefa Diamantopoulos Fernández
Technical Assistant
General Direction for Quality and Environmental
Assessment
Ministry of Environment, Rural and Marine Affairs
Agustin de Betancourt 25, 1°
28071 Madrid
Spain

Mrs. Ana Garcia Gonzalez
Jefe de Servicio
D.G. Calidad y Evaluación Ambiental
Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y
Marino
Agustin de Betancourt 25, 1°
28017 Madrid
Spain

TUNISIE

Mr. Youssef Zidi
Chef de Service
Direction Générale de l'Environnement et de la
Qualité de la Vie
Ministère de l'Environnement et du Développement
Durable, 1080 Tunis
Tunisia

TURQUIE

Ms. Menekse Keski Donmez
Doctor / Chemist
Chemicals Management Department
Ministry of Environment and Forestry General
Directorate for Environmental Management
Sogotozu Cad. No. 14/E Bestepe
06560 Ankara
Turkey

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

ASSOCIATION OF DEVELOPMENT AND PROTECTION ENVIRONMENT (ADPE)

Ms. Semia Gharbi
Teacher-Consultant Pesticides
Education Ministry
Association of Development and Protection
Environment (ADPE)
2070 La Marsa
Tunisia

INTER-ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES

CENTRE NATIONAL DES TECHNOLOGIES DE PRODUCTION PLUS PROPRE (CNTPP) - CENTRE REGIONAL DE STOCKHOLM

Ms. Fazia Dahlab
Chef de Departement (Point de Contact de
Stockholm Convention)
Chef de Departement de la Mise a Niveau
Centre National des Technologies de Production
Plus Propre (CNTPP) Centre Regional de
Stockholm
Environnementale des Enterprises
01, Rue Said HAMLAT-Hussein-Dey
16000 Alger
Algeria

WORLD BANK

Dr. Catalina Marulanda
Environmental Specialist
Montreal Protocol/POPs Unit
The World Bank
1818 H Street, NW
MSN MC3-712
Washington DC 20433
United States of America

DIVISION OF GEF COORDINATION

Mr. Jorge Ocaña Correa
Task Manager - POPs
Division of GEF Coordination
United Nations Environment Programme (UNEP)
Maison Internationale de l'Environnement I
11-13 Chemin des Anémones
1219 Chatelaine Geneva
Switzerland



Atelier Régional de Renforcement des Capacités sur les Nouveaux POP et sur le Processus d'Examen et d'Actualisation des NIP

GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY (GEF)

Mr. Ibrahima Sow

Program Manager, POPs

Global Environment Facility (GEF)

G 6-602 - 1818 H Street, NW

Washington, D.C. 20433

